



RÉFORME DES LYCÉES PROS

**Avec ses annonces, le président ravive la flamme d'un front social
dans l'Éducation nationale**

Alors qu'il annonçait un discours d'apaisement, les propos du président Macron ont, à l'inverse, conforté le ressentiment et la colère sociale qui s'expriment massivement dans le pays contre sa réforme injuste des retraites. En piétinant ainsi la revendication forte de retrait de sa réforme, portée par une intersyndicale unie, par les salarié-es, les jeunes, les retraité-es et soutenue par la population, il porte la lourde responsabilité d'une crise sociale et démocratique majeure dans le pays.

Comme priorité de son action politique à venir, le président annonce lancer un chantier « Travail » qui s'appuierait sur le « succès » de l'apprentissage, les réformes du RSA et des lycées pros. Placer les lycées professionnels dans son chantier Travail plutôt que dans un volet Éducation est lourd de symbole et de conséquences pour les personnels et l'avenir des 650 000 élèves des lycées pros. Quant à l'apprentissage, l'intersyndicale rappelle son opposition à son développement à tout crin dans les lycées professionnels. La mixité de public revient à dégrader l'organisation des établissements et l'organisation pédagogique dans nos classes. Et au-delà, le taux de rupture de contrats subis actuellement par les jeunes apprentis mineurs laisse craindre un décrochage accru des élèves dans nos lycées professionnels.

La réforme des lycées pros, portée par Carole Grandjean, dépasse bien largement le cadre scolaire ; elle est constitutive d'un projet de société à l'opposé des besoins des jeunes et des personnels, à l'opposé des enjeux scolaires de réduction des inégalités.

L'intersyndicale voie pro CGT, FSU, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNALC, SUD'Education, CNT ne s'est pas rendue à la multilatérale organisée aujourd'hui par Carole Grandjean. L'intersyndicale rappelle tant au président qu'à la ministre que, s'ils persistent à vouloir imposer leur projet, elle prendra ses responsabilités, en particulier sur les éléments qui ont déclenché la contestation massive des personnels, mais aussi sur tous les dispositifs qui dégraderaient encore les conditions d'études des élèves et les conditions de travail des personnels. L'intersyndicale de la voie professionnelle porte, au contraire, l'exigence sociale d'un renforcement du service public d'éducation dans son ensemble, seul garant de la sécurisation des parcours scolaires et professionnels des jeunes. Pour nos organisations syndicales, la page sur la réforme des retraites comme celle sur la réforme de la voie professionnelle n'est pas tournée. L'intersyndicale appelle les personnels à faire du 1er mai, une journée de mobilisation unitaire, massive et populaire sur l'ensemble des territoires.

Paris, le 18 avril 2023